L'ŒUVRE

9, RUE LOUIS-LE-GRAND (2e arr.)
Adresse Télégraphique : ŒUVRE - PARIS
Chèque postal n° 1046

EDITION DE PARIS - 0 fr. 50
N° 9.114. — Mardi 1er octobre 1940

TEL. : OPERA 65-00 et la suite
Après 20 heures :
PROVENCE 98-74 et 75

RETROUVEZ RESISTANCE

1er octobre 1940

L'évacuation et l'occupation vues dans un village de Seine-et-Marne

par ALEXANDRE ZÉVAÈS

(Suite)

Devant une pareille vision d'épouvante, impossible aux plus insensibles et aux plus secs de n'avoir point le cœur chaviré et de ne pas pleurer.

La nuit, harassés, épuisés, tombant de fatigue et de faim, nombre de ces évacués couchent dans les fossés de la route ou dans la forêt de Fontainebleau. Beaucoup abandonnent sur le parcours les valises et les paquets dont ils s'étaient munis au départ, mais qui maintenant les embarrassent et qu'ils n'ont plus la force de transporter plus loin.

Et combien ont succombé sur le chemin, de misère et d'épuisement! Que de cadavres anonymes jonchent la route, notamment aux environs de Nemours! Et combien de femmes, en proie à la terreur, ont sombré dans la démence !

Les réfugiés qui ont dépassé Nemours et atteint les environs de Montargis et de Gien sont pris sous la mitraille — car là on se bat — et ils sont exposés tantôt aux bombes d'avions tantôt aux balles de mitrailleuses...

Cela, c'est l'exode, la fuite des populations civiles; c'est « l'évacuation » prévue, ordonnée, savamment organisée par l'administration.

Mais à ces cortèges de réfugiés se mêlent sur le chemin les soldats, nos pauvres soldats vaincus dans les Flandres, vaincus dans la Somme, en débandade et en déroute En les voyant passer, on se remémore les alexandrins fameux de Hugo sur la retraite de Russie :

On ne connaissait plus les chefs
[ni le drapeau;
Hier, la grande armée, et mainte-
[nant troupeau...

Ah ! ceux-là ne sont point ni un régiment ni une troupe. Pas même un troupeau. Ils sont deux ou trois, quatre ou cinq, quelquefois une dizaine, quelquefois un tout seul. Les traits affreusement tirés, la barbe inculte, disparaissant sous la boue ou la poussière, ces malheureux n'ont plus une figure humaine. Selon l'expression populaire, « ils ne peuvent plus se traîner ». On dirait de pauvres animaux pourchassés, traqués, éreintés. Et c'est à ces hommes que l'on veut encore demander de combattre ! Quelle pitié !

A leur passage dans la commune, on s'intéresse à eux. Ils sollicitent, qui un morceau de pain, qui un verre de vin, qui un simple verre d'eau. Ils ne sont point gourmands, certes, et, pour la moindre prévenance, ils vous prodiguent les remerciements les plus touchants.

On les interroge, non par une vaine curiosité, mais en raison même de l'intérêt qu'on leur porte : d'où venez-vous ainsi ? Ils viennent, les uns de Sedan, les autres des environs d'Amiens, d'autres de Villers-Cotterets, d'autres encore de Crépy-en-Valois. On leur a dit de rejoindre à Orléans, à Vierzon.

Et ils y vont.

Ils y vont, comme ils peuvent, demandant souvent leur chemin : aucune direction, aucun guide, aucun chef. Les officiers brillent par leur absence. Depuis les derniers combats dans la Somme, ils ont donné l'exemple et le signal du sauve-qui-peut ; précipitamment ils ont filé vers la zone de l'intérieur, dans des autos trépidantes (c'est à cette fuite qu'ont servi les voitures réquisitionnées), sans souci de « leurs hommes ». Il faut vraiment à ces malheureux — abandonnés à eux-mêmes, éparpillés, disséminés sur des routes qu'ils ne connaissent pas — une forte dose de constance pour « rejoindre » dans de pareilles conditions. Mais rejoindront-ils ? Avec l'avance rapide, imminente, de l'armée allemande, qui, elle, dispose de camions, ils seront bientôt ramassés pêle-mêle et faits prisonniers. Et d'ailleurs, dans l'état de délabrement où ils se trouvent, de quelle combativité, de quel effort pourraient-ils être capables ?

Tandis que populations civiles évacuées et soldats épars errent à la dérive sur les routes de Seine-et-Marne, bombardements par canons et bombardements par avions vont leur train.

La commune de Villiers-sous-Grez, elle, ne souffre pas directement ; aucune bombe n'est tombée sur son territoire. Mais tout autour, mais dans les environs, à Moret, à Melun, à Champagne, à Bourron, etc..., les habitants subissent les ravages du bombardement. Quels sont les dégâts matériels ? Combien y a-t-il de victimes ? Nous ne savons rien de précis.

Durant la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 juin, le canon tonne sans arrêt.

De temps à autre, on a l'impression — ou plutôt l'illusion — d'entendre un combat aérien. Mais bientôt l'on ne perçoit plus que le ronflement des moteurs allemands. Les avions français ont disparu. Que sont-ils devenus ? Ont-ils émigré vers d'autres cieux ? N'en existe-t-il plus ? Mystère.

Samedi 15 juin, nous avons entendu par la T. S. F. la lecture du communiqué. En même temps qu'il signalait que la bataille était désormais engagée de la mer à l'Argonne, il annonçait que l'armée de Paris se repliait dans un ordre parfait, conformément aux indications données et sur des positions stratégiques prévues d'avance. Ah ! ce repli ! Ah ! cet ordre parfait ! Ah ! ces positions prétendues stratégiques ! Nous les avons pu contempler de près — et nous avons été fixés sur l'exactitude des communiqués.

Au cours de l'après-midi du 15 juin, l'électricité est coupée dans la commune. Dès lors, ce n'est plus seulement l'obscurité, c'est aussi la fin de la T. S. F. et des informations qu'elle nous procurait — informations qu'il ne fallait accepter qu'avec une extrême réserve, qu'avec une nécessaire méfiance, mais qui, si tendancieuses qu'elles fussent, constituaient, du moins, un lien, un contact avec le dehors. Désormais, nous sommes totalement, définitivement, isolés du reste du département, isolés de la France, isolés du monde. Auprès, au loin, que se passe-t-il ? La bataille se livre où, maintenant ? La lutte se déroule-t-elle en Normandie, sur la Seine, sur la Loire ? Mystère, mystère... Nous sommes — en cette minuscule bourgade rurale de Seine-et-Marne — comme des naufragés jetés et perdus dans une île déserte à vingt mille lieues de la côte. Et cette absence de toute information, cette ignorance totale dans laquelle on est maintenant plongé, provoque une angoisse nouvelle s'ajoutant aux angoisses matérielles et morales qui étreignent de plus en plus la population...

Dans la principale rue de Villiers-sous-Grez, sur la place des Trois-Tilleuls, des groupes d'habitants de la commune se forment. D'ordinaire plus réservés, plus casaniers, ils éprouvent à cette heure le besoin naturel de se sentir les coudes, de s'extérioriser, d'échanger leurs impressions et leurs sentiments. Sauf deux ou trois petits commerçants, ils sont tous des cultivateurs, des hommes de la terre, peu raisonneurs, peu discoureurs, peu discuteurs, mais à la volonté tenace, au travail opiniâtre, au bon sens solide. De vrais types de paysans français.

Je m'entretiens avec les uns et les autres. Tous expriment — avec colère, avec véhémence — la même pensée. Ils n'ont pas compris le pourquoi de cette guerre ils reprochent au gouvernement français de l'avoir déclarée pour complaire à l'impérialisme britannique. Et aussi de l'avoir déclarée sans méthode, sans préparation, sans organisation aucune. Ils n'ont pas de prétention à la stratégie ; ils ne savent des dernières opérations de la guerre que ce que leur en a appris la lamentable débandade des soldats — disent-ils — il faut en finir au plus tôt ! Continuer la guerre, c'est aller au devant de nouvelles défaites, exposer encore à une mort inutile des milliers et des milliers d'hommes. Ils réclament l'armistice.

Et ce qu'ils disent, ce qu'ils pensent, tous les habitants des environs qu'il m'a été donné de rencontrer le disent et le pensent également.

Ont-ils raison ? Je le crois volontiers ; je pense, pour ma part, que, depuis l'échec des Flandres, et avant l'arrivée des forces allemandes devant Paris, l'armistice s'imposait. Mais il ne s'agit point de mon opinion personnelle. Pour le moment, je fais fonction de greffier — et je me borne à enregistrer avec fidélité un sentiment unanimement exprimé autour de moi.

(à Suivre).

L'ŒUVRE

9, RUE LOUIS-LE-GRAND (2e arr.)
Adresse Télégraphique : ŒUVRE - PARIS
Chèque postal n° 1046

EDITION DE PARIS - 0 fr. 50

N° 9.115. — Mercredi 2 octobre 1940

TEL. : OPERA 65-00 et la suite
Après 20 heures :
PROVENCE 98-74 et 75

L'évacuation et l'occupation vues dans un village de Seine-et-Marne

par ALEXANDRE ZÉVAÈS

(*Suite*)

II

L'occupation

La vie, « la vie quotidienne », s'annonce déjà difficile à Villiers-sous-Grez.

Il n'y a, dans le pays, qu'un boulanger : et il craint de manquer bientôt de farine. Il n'y a ni boucher ni charcutier ; en temps normal la boucherie et la charcuterie sont assurées par des commerçants de la Chapelle-la-Reine et de Larchant, qui, deux ou trois fois par semaine, se rendent en voiture à Villiers, mais qui, depuis les hostilités ont suspendu leurs déplacements. Les épiceries sont à peu près vides. Les légumes sont rares. Il y a quelques pommes de terre. Peu de poulets. Quelques lapins.

Le problème de l'alimentation se pose.

Il se pose d'autant plus que, quoique quelques rares propriétaires cossus aient cru devoir partir, la population de la commune s'est momentanément et notablement accrue. En effet, divers Parisiens qui avaient des amis ou des parents à Villiers sont venus leur demander l'hospitalité. D'autres, qui se proposaient d'aller plus loin, de gagner le centre de la France, mais qui maintenant se rendent compte des difficultés, sinon des impossibilités du voyage, s'arrêtent à Villiers.

On se loge comme on peut. Les habitants de la commune qui ont un local, une portion de ferme, une grange disponible, l'offrent généreusement aux réfugiés. On se presse les uns sur les autres. Dans les trois pièces de notre maisonnette, nous sommes dix personnes, et nous ne nous plaignons point.

Ce qui se passe au dehors, on l'ignore de plus en plus. Nous ne savons rien de rien, puisque nous n'avons plus la moindre possibilité de communication : ni poste, ni télégraphe, ni téléphone, ni chemin de fer, ni T.S.F. Mais les soldats qui passent nous avisent plus ou moins vaguement de la rapide et formidable avance des troupes allemandes à laquelle ils tentent de se soustraire.

Elles sont, depuis deux jours, depuis l'aube du samedi 14 juin, à Paris.

Elles sont à Melun.

Elles sont à Fontainebleau.

D'une heure à l'autre, d'une minute à l'autre elle seront à Villiers-sous-Grez.

Les voici.

C'est dimanche 16 juin, dans le cours de l'après-midi, qu'elles font leur entrée dans la commune et la traversent.

Dès 14 h. 30, on voit arriver à Villiers une demi-douzaine de bicyclistes avant-coureurs, le fusil en bandoulière. Ils arpentent les lieux, parcourent en tous sens l'agglomération que forme le centre de la commune, se rendent compte, demandent notamment aux habitants qu'ils rencontrent s'il y a à Villiers soit des Sénégalais soit des soldats. Il n'y a plus un seul soldat français ; ceux qui devaient y passer ou bien sont déjà loin ou peut-être sont prisonniers. Quant aux Sénégalais, il n'y en a jamais eu à Villiers.

A quinze heures, de bruyantes sonorités éclatent dans l'espace. Elles annoncent la venue d'éléments motorisés, pourvus de solides motocyclettes, arrivant de Bourron et se dirigeant sur Larchant. Combien sont-ils ? Quinze cents, deux mille environ.

Une heure après, voici, chargés de cargaisons d'hommes, des camions et des camions, et encore des camions, et des camions toujours. Et aussi des bicyclettes. Et aussi des hommes à pied. Et d'autres à cheval. Ne cherchons point à les dénombrer : ils sont trop. Ils franchissent la commune à une allure assez rapide et prennent naturellement la route de Larchant, qui est aussi celle d'Orléans.

Les deux derniers camions sont occupés par un groupe de spécialistes munis de leurs outils. Quatre ou cinq soldats en descendent. En moins de trois minutes, à l'ébahissement des habitants présents stupéfaits de cette célérité, ils installent un téléphone à l'usage de leur armée.

Dès lors, chaque jour, à toute heure, ce sont des passages ininterrompus de soldats, de camions, de matériels variés. La force militaire allemande défile sous nos yeux.

Lundi 17 juin, vers 17 heures, c'est un passage de cuisines roulantes, conduites chacune par deux énormes chevaux. Le convoi s'arrête à Villiers pour permettre aux hommes de faire collation et aux chevaux de manger l'avoine.

Je m'approche pour les considérer de près. Deux sous-officiers viennent alors vers moi et, me saluant, me demandent l'heure. Ils ne savent pas un mot de français, et, quant à moi, j'ai, depuis cinquante ans, complètement oublié les rares rudiments de langue allemande que je n'avais pas appris au lycée. Du doigt je leur désigne l'horloge de l'église. Puis un essai de conversation s'engage, assez malaisé et plus par gestes que par vocables. Ils me font comprendre ce qu'ils disent tous, ce que tous répètent, savoir que ce n'est point aux Français, mais aux Anglais qu'ils en veulent. « Chamberlain ! Chamberlain ! » me disent-ils, et allègrement ils esquissent le geste du cou tranché. Le moment de partir venu, ils me saluent correctement et sautent sur leurs sièges.

Quelques pas plus loin, d'autres soldats allemands sont également entrés en conversation avec des habitants. A des enfants ils offrent du chocolat et des bonbons qui, il faut le dire, ne sont point empoisonnés.

A des réfugiés dont la figure livide et douloureuse criait famine, ils donnent du pain. Je dois dire, en passant, que maints réfugiés — peut-être des milliers — qui sur les routes étaient affamés, ont obtenu des soldats allemands des secours de nourriture. Incontestablement le fait n'est pas très glorieux pour notre orgueil national. Mais puisqu'il et rigoureusement exact, il n'y a pas de raison pour qu'il ne soit pas mentionné.

(*à Suivre*).

L'ŒUVRE

9, RUE LOUIS-LE-GRAND (2e arr.)
Adresse Télégraphique : ŒUVRE - PARIS
Chèque postal n° 1046

EDITION DE PARIS - 0 fr. 50
N° 9.116. — Jeudi 3 octobre 1940

TEL. : OPERA 65-00 et la suite
Après 20 heures :
PROVENCE 98-74 et 75

L'évacuation et l'occupation vues dans un village de Seine-et-Marne

par ALEXANDRE ZÉVAÈS

(*Suite*)

II

L'occupation

Mardi 18 *juin*. — Des camions qui défilent, des camions, des camions; des soldats. Ce sera désormais le panorama quotidien...

J'avais supposé jusqu'à présent que Villiers-sous-Grez ne serait qu'une station de passage. Mais non. Un contingent s'installe ici, et dans cette bourgade d'à peine quelques centaines d'habitants, il faut, certains jours que plus d'un millier de soldats trouve place. Une Kommandantur est installée. La commune est désormais « occupée » en totalité.

Trois sous-officiers ou soldats ont mission de chercher des demeures pour les arrivants. Quand ils se heurtent à des maisons fermées, ils les font, d'autorité, ouvrir et installent des soldats à la place des propriétaires absents: c'est la loi de la guerre.

Les visiteurs se présentent aussi à notre modeste demeure. Nous étions précisément en train de dîner — de dîner, si toutefois j'ose employer cette expression prétentieuse. Nous étions, dans le jardinet, groupés dix autour de la salade de pommes de terre qui, ce jour-là, constituait notre menu glorieux. En observant, d'une part, notre nombre et, d'autre part, l'exiguïté de l'immeuble, les Allemands sont pris d'un éclat de rire bonhomme; ils n'insistent pas et se retirent en saluant poliment.

Maisons, fermes, champs, places, rues, tout est occupé. Et c'est un incessant va-et-vient de milliers de chariots, de camions, de motocyclettes, d'autos, de cavaliers... Mais d'où vient donc tout cet énorme et interminable matériel?

Dans le cours de la journée, quelques conseillers municipaux me prient d'intervenir auprès des officiers de la Kommandantur qui sont alors installés dans la maison Guyon. Je me mets à leur disposition, non sans m'être préalablement assuré le concours d'une aimable Parisienne, bloquée en ce moment à Villiers-sous-Grez, qui possède à fond la langue allemande et voudra bien me servir d'interprète.

Nous nous rendons à la Kommandantur. Je fais passer ma carte. Six ou sept officiers accourent. Je leur expose que la population de Villiers n'est animée à l'égard des soldats allemands d'aucune intention malveillante et qu'elle sollicite, en revanche, les égards que doivent à une population civile des soldats dignes de ce nom. Ils se déclarent pleinement d'accord.

Je m'approche du commandant qui parle le français, et, à part, j'échange avec lui quelques mots:

— Connaissez-vous Berlin? me demande-t-il.

— Non; je ne connais guère en Allemagne qu'Aix-la-Chapelle, Dusseldorf, Cologne, etc., qui sont de fort belles villes.

— Oh! oui, de belles villes.

L'entrevue est terminée. On se salue courtoisement.

Mercredi 19 *juin*. — De l'extérieur toujours aucune nouvelle. Voilà maintenant cinq jours — cinq jours qui semblent interminables — où l'on ignore tout des événements qui se déroulent soit peut-être tout près, soit loin de nous. Et à la faveur de cette ignorance totale, les informations les plus étranges, les plus saugrenues, s'improvisent, circulent, se propagent. Comment prennent-elles naissance? Comment s'introduisent-elles ? On ne le sait; mais leur diffusion est extrêmement rapide et, bien entendu, ceux qui les répètent les tiennent d'une source toujours très sûre.

Tantôt c'est le général Weygand qui s'est suicidé ; tantôt c'est M. Fiandin qui devient président du Conseil et M. Chiappe qui est promu gouverneur de Paris, etc.

Comme les événements, les imaginations vont à la dérive.

Jeudi 20 *juin*. — Toujours des défilés de troupes.

Tandis qu'elles passent, je les observe attentivement.

Je me souviens alors avec amertume des bobards éhontés dont on a, depuis dix ans, entretenu le peuple français, des mensonges monstrueux dont on l'a gorgé et empoisonné.

A les entendre, l'Allemagne était sous-alimentée, les Allemands manquaient du nécessaire ; leurs soldats, dépourvus des moyens de ravitaillement, seraient incapables d'un effort physique soutenu. Ceux qui émettaient un doute sur ces aphorismes prétendument patriotiques étaient considérés comme de mauvais Français, comme des défaitistes, comme des traîtres, comme des agents de Staline ou de Hitler.

Or, depuis près d'une semaine, je vois défiler des gaillards en pleine force, robustes, au teint recuit par le grand air, qui respirent la santé et n'inspirent point la pitié. Leurs cuisines roulantes bien agencées, leurs camions emplis de subsistances, leur assurent une nourriture abondante et rapide.

J'observe aussi leurs uniformes, qui sont en fort bon état et comme faits sur mesure, leurs bottes solides, prenant bien le pied, faites pour les longues marches et que celles des dernières semaines n'ont pas usées.

Pendant ce temps-là, nos soldats affamés errent lamentablement sur les routes, quémandant sur leur passage un morceau de pain ou un verre de vin.

Pendant ce temps-là, nos populations civiles crèvent de faim. Depuis plus d'une semaine, la viande a disparu de Villiers. Il y a encore des fromages. Dans quelques fermes on peut encore se procurer du lait et quelques œufs, de plus en plus rares ; mais plus de beurre. Les habitants se demandent avec une légitime angoisse : que va-t-on devenir ?...

Lundi 24 *juin*. — A 22 heures, sonnerie des cloches de l'église.

Une sonnerie inusitée, prolongée, vigoureuse, fantastique.

La population, qui commençait à s'adonner au sommeil, est brusquement réveillée ; les habitants paraissent aux fenêtres, s'interrogent les uns les autres : que se passe-t-il donc, que signifie, à pareille heure, pareille sonnerie ?

Un officier allemand qui passe dans la rue nous renseigne : l'armistice est signé et la Kommandantur a pris, par cette sonnerie, l'initiative de l'apprendre à la population.

Ouf ! Ouf ! On respire.

Depuis des jours et des jours on en parlait, on le pressentait, mais en termes vagues, souvent contradictoires.

Maintenant nous apprenons avec certitude qu'à 19 h. 35 l'entente a été conclue entre la France et l'Italie, faisant suite à l'entente entre la France et l'Allemagne et qu'en conséquence le 25 juin, à 1 h. 35 du matin, le feu cessera sur tous les fronts.

Mardi 25 *juin*. — Des affiches sont apposées sur les murs du village, annonçant officiellement l'occupation, ordonnant le dépôt des armes, interdisant les postes étrangers de T. S. F., prévoyant certaines mesures de voirie, etc...

...L'occupation continue. Il faut convenir que l'attitude des « occupants » est tout à fait correcte et dénuée d'arrogance. La population est unanime à rendre hommage à cette correction

Peu à peu, par les moyens de fortune les plus divers, des réfugiés, revenant des régions de Gien et de Montargis, traversent Villiers et regagnent les communes dont les ont chassés des ordres d'évacuation imbéciles et meurtriers. Les récits qu'ils font de leurs souffrances sont navrants. Ils ont laissé en route des malades, des morts. Et les annonces qu'ils font paraître dans les journaux pour réclamer des objets, des valises, des voitures, des enfants égarés, témoignent de l'incommensurable désordre qui a présidé à l'exode...

A Villiers, peu à peu, tant bien que mal, un ravitaillement sommaire s'improvise.

Dans les plaines d'alentour, tenant la place des maris et des fils encore mobilisés, les femmes travaillent aux champs, courageuses, vaillantes, obstinées. Le travail affirme sa souveraineté et sa puissance. La vie est plus forte que la mort.

RETROUVIS

L'ŒUVRE

9, RUE LOUIS-LE-GRAND (2e arr.)
Adresse Télégraphique : ŒUVRE - PARIS
Chèque postal n° 1046

EDITION DE PARIS - 0 fr. 50
N° 9.113. — Lundi 30 septembre 1940

TEL. : OPERA 65-00 et la suite
Après 20 heures :
PROVENCE 98-74 et 75

L'évacuation et l'occupation vues dans un village de Seine-et-Marne

par ALEXANDRE ZÉVAÈS

J'ai vécu les journées de ce que l'on a appelé « l'évacuation » dans une petite commune de Seine-et-Marne, où, depuis plus de quinze ans, je prends quelques jours de repos et où j'occupe une modeste maison rustique sans prétention (trois pièces, une cuisine, un jardinet de vingt mètres carrés).

Cette commune, exclusivement rurale, a nom Villiers-sous-Grez : elle est située dans le canton de La Chapelle-la-Reine, à quinze kilomètres de Fontainebleau, à sept kilomètres de Nemours, à quatre kilomètres de Bourron où passe la ligne de chemin de fer Paris-Melun-Montargis. Six cents habitants. Sur la place de l'Eglise, un monument élevé en l'honneur des enfants de la commune, qui, au nombre de vingt-cinq, trouvèrent la mort dans le cataclysme de 1914-1918.

Je n'ai point la prétention d'avoir vu dans l'ensemble et de raconter l'évacuation : ces trois millions de Parisiens brusquement jetés sur les routes et se ruant, par les moyens de transport les plus variés, souvent à pied, dans les directions les plus diverses et parfois inconnues. Je n'ai vu qu'un fragment, qu'un épisode. C'est ce menu fragment que je veux évoquer ici.

I

L'évacuation

Dès le mardi 11 juin, nous assistons à la disparition, à la faillite de l'administration française dans la commune.

Plus de vie administrative : ni poste ni télégraphe ni téléphone. Ce n'est point la faute du facteur-receveur qui, chaque jour, fait face avec dévouement à une écrasante besogne. Les armées allemandes ne sont point encore parvenues à Paris ; elles n'ont point encore atteint notre région ; on peut même, à ce moment, douter encore qu'elles l'atteignent. Et déjà les correspondances avec le dehors sont supprimées. Les familles de Villiers sont privées de relations avec ceux des leurs qui sont soit sur le front soit dans la zone de l'intérieur. Que peuvent-ils croire, que peuvent-ils penser, après tout ce qui a été annoncé les jours précédents ?

Les journaux (il en paraît encore à Paris) n'arrivent plus.

A partir du mercredi 12, les trains qui relient Paris à Montargis sont supprimés. Pourquoi ? Ils eussent pu transporter encore des dizaines de milliers de personnes qui se dirigent sur Moret, Montigny, Bourron, Nemours, Souppes, etc., et qui, pour obéir aux injonctions désordonnées et malencontreuses d'évacuation, sont condamnées à emprunter et à encombrer confusément routes et chemins.

La voie ferrée et la poste supprimées, que reste-t-il ? Seule, la T.S.F. maintient quelques relations vagues et incertaines avec le monde extérieur. Deux ou trois fois par jour, elle nous transmet les grandiloquents palabres de M. Paul Reynaud, qui, annonce-t-il, veut se battre sur la Seine, puis, s'il le faut, sur la Loire, sur la Garonne et jusqu'en Afrique du Nord.

Mais le spectacle des routes nous renseigne, hélas ! plus exactement et plus éloquemment que les pseudo-informations de la T. S. F. et que les communiqués ministériels...

Le général Hering a, le 10 juin, lancé sa proclamation informant que la capitale serait défendue quartier par quartier, maison par maison, que chaque pâté d'immeubles constituerait autant de citadelles opposées à l'ennemi.

C'était, au demeurant, une affirmation suprêmement absurde, les bombes modernes ne permettant plus cette défense des maisons l'une après l'autre et les immeubles étant sectionnés soit en ligne verticale soit en ligne oblique par des projectiles dont la force défie toute résistance.

Mais sitôt achevée cette proclamation, le général Hering s'empressait de prendre la poudre d'escampette et de lâcher Paris sous prétexte d'aller prendre le commandement de nous ne savons quelle armée.

En 1914, le 3 septembre, lorsque devant l'avance allemande, le ministère et les Chambres avaient en toute hâte gagné Bordeaux dans un départ « qui, selon l'expression de Ribot, ressemblait trop à une fuite », et que le gouvernement militaire de la capitale avait été confié au général Galliéni, celui-ci avait affiché une courte, mais énergique déclaration : « J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur. Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout. » Et cette proclamation avait produit sur l'opinion le meilleur effet, parce que Galliéni, fidèle à son poste et à son mandat, s'apprêtait au combat.

Cette année, le général Hering abandonne la capitale — non sans avoir préalablement jeté l'alarme, semé la panique, déchaîné la perturbation et provoqué l'exode sur les routes de la majeure partie de la population parisienne, alors que, le surlendemain, Paris devait être déclaré « ville ouverte » et placé en dehors de la bataille.

Et cet exode, je l'ai vu. Je l'ai vu de ma petite commune de Villiers-sous-Grez. Le peu que j'en ai vu me permet de le juger.

Je n'en veux ni aux maires des communes ni aux préfets des départements et aux sous-préfets des arrondissements qui ont fait souvent de leur mieux, qui se sont, comme ils ont pu, conformés aux ordres supérieurs, qui ont parfois essayé de remédier aux incohérences des directives reçues.

Mais j'en veux à ceux qui, au-dessus d'eux, ont décidé cette évacuation imbécile, meurtrière — et par-dessus tout inutile — qui a causé la ruine de milliers de familles, la mort de milliers d'êtres humains...

A Villiers-sous-Grez passent deux routes : l'une qui rejoint la grande route nationale Nemours, Montargis, Nevers, etc.; l'autre qui mène à Larchant, Puiseaux, Beaune-la-Rolande, Orléans.

Des milliers, des dizaines de milliers d'automobiles, venant du Nord et de l'Est de la France, de Paris, de la banlieue, de Seine-et-Oise, s'y pressent jour et nuit, s'y accumulent, s'y entassent, s'y heurtent. C'est un embouteillage effarant, effrayant, dont aucune description ne saurait donner une physionomie approximative. Les voitures les plus puissantes mettent dix et douze heures pour parcourir les 75 kilomètres qui séparent Villiers de Paris. Plus loin, elles restent, durant de longues heures, clouées à la même place, dans l'impossibilité d'avancer.

Mais s'il est significatif, cet embouteillage des voitures n'offre pas le même caractère effroyable, lamentable, sinistre, dantesque, de l'exode des populations ouvrières et paysannes à qui l'administration, du jour au lendemain, a conseillé ou imposé l'évacuation de leurs villes ou de leurs demeures sans leur en assurer, sans même leur en indiquer les moyens et qui, fuyant avec terreur l'invasion, s'en vont devant elles, à l'inconnu, à l'abîme.

J'évoquais plus haut septembre 1914. J'ai alors assisté, au lendemain de Charleroi, à l'exode des populations du Nord et de la Champagne. Il était, certes, douloureux, profondément navrant. Mais cependant sa tristesse était loin d'égaler la détresse de l'exode plus nombreux, plus dense, plus précipité, plus affolé, de juin 1940.

Voici, tandis qu'au souffle du zéphyr frissonne la cime des arbres qui bordent la route, voici des théories interminables de chariots, de charrettes de ferme, de véhicules de tous âges et de tous modèles, surchargés de paysans qui ont précipitamment quitté leurs hameaux, leurs maisons, les lieux qui les ont vu naître, où ils ont grandi et où du dernier sommeil dorment leurs aïeux; ils sont partis en toute hâte, emportant avec eux quelques hardes, quelques matelas, quelques couvertures, quelques objets qui leur ont paru les plus indispensables — et aussi leurs chiens, leurs chats, quelquefois des poulets.

Voici, sur des camions d'usine, amassés pêle-mêle, des caisses, des paniers, des valises, du linge, des hommes, des femmes, des enfants.

Voici des couples plus jeunes, qui, favorisés par leur jeunesse, vont en bicyclette, alertes, un modeste baluchon accroché à leur machine.

Et voici — spectacle plus atroce, plus déchirant — ceux qui, n'ayant ni camion ni bicyclette ni voiture d'aucune sorte, s'en vont à pied, faisant des trente et quarante kilomètres par jour, couverts de poussière, poussant une brouette dans laquelle, avec quelques paquets sommaires, sont juchés de pauvres enfants qui pleurent, ne comprenant rien à ce qui se passe.

Et cela, durant plusieurs journées — et le jour et la nuit.

(A suivre.)